

# Impact économique de l'épidémie de Chikungunya à la Réunion mesuré mi-février 2006

NUMERO 33  
FEBRIER 2006

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Note expresse spéciale « Chikungunya »

Pour appréhender les conséquences économiques de l'épidémie de Chikungunya à la Réunion, l'IEDOM a sollicité les entreprises partenaires de l'enquête trimestrielle de conjoncture au travers d'une enquête « spéciale Chikungunya ». Les réponses de 71 entreprises qui réalisent un chiffre d'affaires de 1,7 milliard d'euros et comptent 9300 personnes ont pu être traitées, soit moins de la moitié des entreprises habituellement prises en compte dans l'enquête de conjoncture. En effet, la situation évoluant très vite, les résultats n'ont du sens que si la collecte et la restitution de l'information est réalisée dans des délais très courts. Aussi, les résultats livrés par secteurs économiques ne couvrent pas l'ensemble du tissu des entreprises (les TPE et entreprises artisanales ne sont pas comprises dans l'échantillon).

**Dans les grandes lignes, les résultats montrent que si aucun secteur n'est totalement épargné, celui du tourisme est de loin le plus touché avec un recours immédiat au chômage technique et un risque élevé de défaillance à moyen terme. Les autres secteurs résistent mieux à la crise et, dans la majorité des cas, les dirigeants d'entreprise n'envisageaient mi-février pas de recourir au chômage technique, ni de devoir réajuster en profondeur leur plan de développement à moyen terme.**

En revanche, une proportion significative des entreprises interrogées estime que si la situation actuelle devait perdurer plus de 2 à 3 mois, les conséquences seraient plus importantes. A l'extrême, si une installation durable de la maladie dans l'île pourrait se traduire par un re-calibrage de son schéma de développement économique, l'importance du soutien de la puissance publique (financement du système de santé, du système éducatif, grands travaux, transferts sociaux,...) protège la Réunion d'une dégradation brutale de son économie.

Enfin, quels que soient les secteurs, les durées moyennes des arrêts de travail liés à la maladie sont comprises entre 3 et 10 jours, mais les douleurs peuvent durer plus longtemps et sont notamment pénalisantes pour les métiers à caractère physique ou manuel.

## 1. Le tourisme : des difficultés majeures

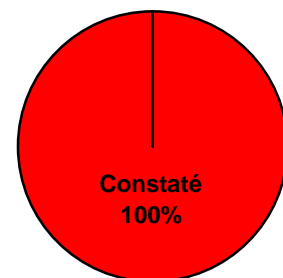
L'échantillon des entreprises ayant répondu regroupe des hôtels (avec ou sans restaurant) et des loueurs de voiture. L'ensemble des entreprises a déjà constaté une diminution de l'activité liée à l'épidémie de Chikungunya dès le début du mois de février 2006, tandis que le mois de janvier s'est révélé meilleur que celui de l'année 2005. Cette perte constatée de chiffre d'affaires va de 30 % à 50 % dans les hôtels et de 5 % à 15 % chez les loueurs. Pour l'exercice 2006 complet, les professionnels du secteur estimaient mi-février la baisse probable du C.A. de 20 % à 65 % pour les hôtels et d'environ 10 % pour les loueurs. En terme de réservation hôtelière et par rapport à la même date l'année précédente, une diminution de 56 % est constatée pour le mois de mars, de 59 % pour avril et de 71 % pour mai. Le recours au chômage technique est envisagé dans la moitié des cas et concernerait de 10 % à 30 % de l'effectif.

S'agissant de l'impact direct de la maladie sur le personnel, entre 3 % et 12 % de l'effectif est touché et 220 jours d'arrêt de travail ont été comptabilisés pour un effectif total de 238 personnes. Ces arrêts de travail perturbent la marche des entreprises pour l'ensemble des hôtels, tandis que les loueurs déclarent unanimement ne pas être trop gênés dans leur organisation. La paralysie de l'activité liée à l'absentéisme n'a aucunement été évoquée. Compte tenu de cette situation, aucune structure n'envisage un recours à des services externes (intérim, logistique..).

Les relations avec les fournisseurs sont peu perturbées dans 75 % des cas et les perturbations constatées dans les 25 % restant ont peu d'impact sur le fonctionnement de l'entreprise.

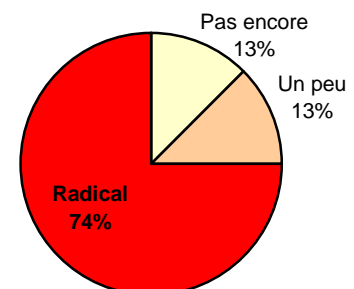
Caractéristiques échantillon	
Nombre de réponses	8
Chiffre d'affaires effectifs	18 M€
	238

### Impact sur le niveau d'activité (nbre d'entreprises)



Source : IEDOM

### Impact sur le plan de développement



Source : IEDOM

Enfin, les trois-quarts des répondants estiment que l'état actuel des choses les oblige à revoir radicalement leur plan de développement. Pour les autres, la révision à la baisse ne serait que limitée, voire évitée si la crise ne dépasse pas 30 jours.

## 2. Le B.T.P. : des décalages dans les opérations mais une bonne capacité de résistance

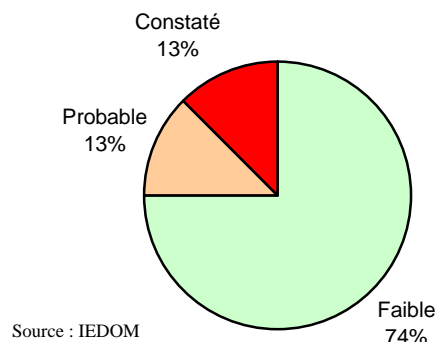
Pour six des huit entreprises ayant répondu, aucune perte de chiffre d'affaires n'avait été constatée mi février et aucune baisse significative d'activité n'est attendue pour l'exercice. Les effets de l'épidémie se manifestent plutôt par des retards dans les chantiers qui devraient pouvoir se résorber sur l'année complète. Ainsi, le recours au chômage technique n'est pas à l'ordre du jour.

Entre 6 % et 27 % des effectifs sont directement touchés par l'épidémie, ce qui, dans cinq des huit entreprises, perturbe peu le fonctionnement de l'entreprise. En revanche, pour les trois autres entreprises, l'absentéisme génère des dysfonctionnements dont un cas de paralysie totale. Sur les 1 608 personnes employées par les huit entreprises de l'échantillon, on dénombre déjà 628 jours d'arrêt de travail. Les relations avec les fournisseurs sont quasi normales pour cinq entreprises, sont perturbées sans conséquences significatives sur la bonne marche de la structure dans deux entreprises, et engendrent des dysfonctionnements pour une seule des huit entreprises interrogées.

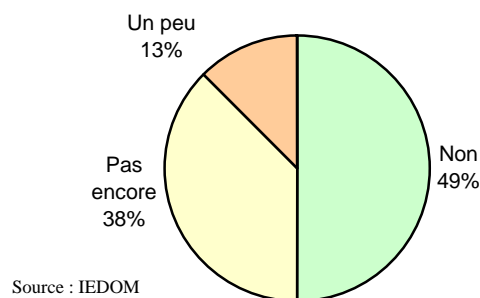
Enfin, pour quatre des huit entreprises, le plan de développement ne devrait pas être révisé et pour trois autres, la révision ne sera pas nécessaire si la durée de la crise ne dépasse pas 30 à 90 jours. Pour une entreprise, le réajustement à la baisse des perspectives sera nécessaire mais limité. Aucune des entreprises ayant répondu à l'enquête ne se trouve dans l'obligation de revoir radicalement son plan de développement.

<b>Caractéristiques échantillon</b>	
Nombre de réponses	<b>8</b>
Chiffre d'affaires effectifs	<b>241 M€</b>
	<b>1 608</b>

*Impact sur le niveau d'activité (nbre d'entreprises)*



*Impact sur le plan de développement*

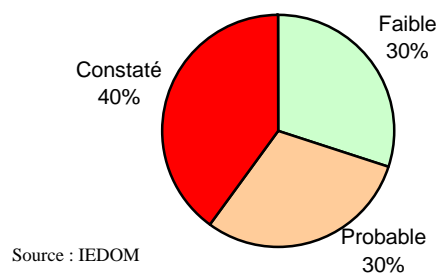


## 3. Commerce de détail : ralentissement général de l'activité

La situation des entreprises du secteur du commerce de détail ayant répondu à l'enquête est disparate. Dans 30 % des cas, les entreprises considèrent que l'épidémie aura un impact négligeable sur leur chiffre d'affaires. A l'inverse 40 % des structures ont déjà constaté une baisse d'activité en février allant de 6 % à 40 % par rapport à la même période de l'année 2005 et considèrent que sur l'année complète, la diminution pourrait atteindre de 4 % à 25 % du C.A.. Enfin 30 % des structures ont déclaré ne pas encore avoir constaté de diminution du volume d'affaires, mais s'attendent à une baisse de 10 % sur l'ensemble de l'année. Le recours au chômage technique n'est pas d'actualité pour plus de 90 % des cas, seule une entreprise envisage d'y recourir à hauteur de 20 % de ses effectifs.

<b>Caractéristiques échantillon</b>	
Nombre de réponses	<b>13</b>
Chiffre d'affaires effectifs	<b>810 M€</b>
	<b>3 060</b>

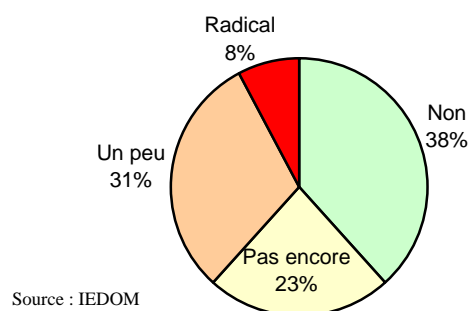
*Impact sur le niveau d'activité (nbre d'entreprises)*



S'agissant de l'impact direct de l'épidémie sur les personnels, les arrêts de travail touchent 5 % à 15 % des effectifs dans la majorité des cas. On note toutefois le cas d'une entreprise dont la moitié de l'effectif a été infectée par le virus. Quelques 1 150 journées ont déjà été perdues sur un échantillon qui compte 3 060 salariés. Malgré cela, 62 % des répondants estiment que les absences ont peu perturbé le fonctionnement de la structure. Le solde (38 %) considère que la bonne marche de l'entreprise a été entravée, mais aucun cas de paralysie n'est recensé. S'agissant des relations avec les fournisseurs, elles sont quasi normales dans 54 % des cas, perturbées mais avec un impact limité sur le fonctionnement de l'entreprise dans 23 % des cas et problématiques pour la bonne marche des opérations dans 23 % des situations. Au final, plus de 60 % des entreprises ont du recourir à des services externes (intérim, logistique...) pour pallier les dysfonctionnements, ce qui induit des surcoûts.

En matière de plan de développement, aucune révision n'est prévue à ce stade pour 38 % des répondants, tandis que 23 % des sociétés estiment qu'un réexamen ne sera pas nécessaire si la crise ne dépasse pas 30 à 90 jours dans le meilleur des cas. En revanche, pour 31 % des cas, une revue à la baisse des objectifs à moyen terme sera nécessaire mais limitée, alors qu'elle sera radicale pour 8 % des entreprises.

#### Impact sur le plan de développement



Source : IEDOM

## 4. Services marchands : un secteur bien armé mais des perspectives incertaines

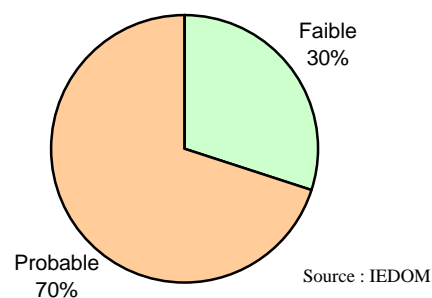
Si 30 % des entreprises ayant répondu à l'enquête estiment que l'épidémie de Chikungunya a eu et aura peu d'impact sur leur volume d'affaires en 2006, les autres (70 %) n'ont pas encore constaté de diminution d'activité mais s'attendent à une baisse allant de 5% à 20 % pour l'ensemble de l'année. A la date de l'enquête (mi février), aucune entreprise n'avait encore constaté de ralentissement. En conséquence, le recours au chômage technique n'est unanimement pas envisagé.

Le personnel des entreprises de ce secteur est affecté à hauteur de 1 % à 11 % des effectifs pour 639 jours d'arrêt de travail comptabilisés dans un échantillon d'entreprises qui compte 1 866 salariés. Dans 70 % des cas, les arrêts de travail ont peu d'impact sur le fonctionnement des entreprises, tandis que pour les 30 % restant, des difficultés sont enregistrées sans toutefois conduire à un blocage des activités. Les relations avec les fournisseurs sont peu perturbées dans 73 % des cas et dans les autres (27 %), des perturbations existent mais avec un impact limité sur le fonctionnement de l'entreprise. Le recours à des services externes pour assurer la bonne marche des opérations a d'ailleurs concerné 27 % des répondants.

Si aucune des entreprises n'estime devoir modifier radicalement son plan de développement, 17 % d'entre elles pensent qu'une révision limitée sera nécessaire et 42 % d'entre elles considèrent qu'il n'y aura pas lieu de revoir leurs perspectives si la durée de la crise ne dépasse pas 20 jours dans le pire des cas et 120 jours au mieux. Enfin 41 % des répondants pensent que l'épidémie ne modifiera pas leurs objectifs.

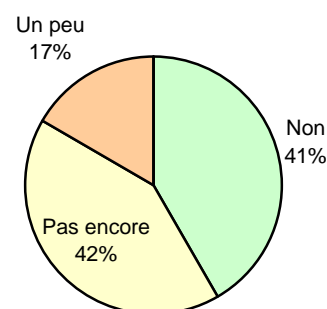
Caractéristiques échantillon	
Nombre de réponses	11
Chiffre d'affaires effectifs	289 M€
	1 866

#### Impact sur le niveau d'activité (nbre d'entreprises)



Source : IEDOM

#### Impact sur le plan de développement



Source : IEDOM

## 5. Industrie agroalimentaire : des inquiétudes limitées

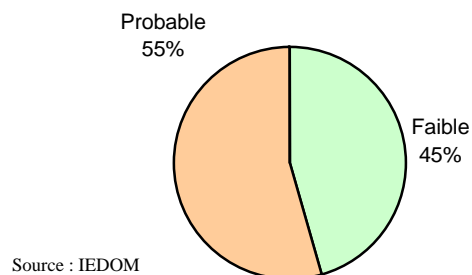
Si aucune diminution significative du volume d'affaires n'a encore été constatée, 55 % des entreprises ayant répondu prévoient une diminution du niveau d'activité sur l'année de 5 % à 10 % selon les cas. Pour les autres (45 %), l'impact de l'épidémie en terme d'activité ne devrait pas être significatif. En conséquence, le recours au chômage technique n'est pas à l'ordre du jour.

S'agissant de l'impact direct de l'épidémie sur le personnel, entre 7 % et 27 % des effectifs sont touchés et 606 jours d'arrêt de travail ont été comptabilisés dans un échantillon d'entreprises qui compte 1 128 salariés. Dans la moitié des situations, les absences nuisent peu au fonctionnement de la structure, tandis que pour l'autre moitié, elles perturbent les opérations sans les paralyser. Les relations avec les fournisseurs sont quasi normales dans la plupart des cas (92 %) et sont perturbées pour 8 % des entreprises, sans que cela gêne significativement leur fonctionnement. Cette situation a conduit 58 % des entreprises à recourir à des services externes pour pallier les difficultés d'organisation rencontrées.

En cohérence avec les réponses précédentes, 75 % des entreprises pensent qu'il n'y a pas lieu de modifier leur plan de développement, 17 % estiment qu'un réexamen sera évité si la durée de la crise ne dépasse pas 30 à 60 jours et 8 % sont obligées de réviser à la baisse leurs perspectives dans des proportions limitées.

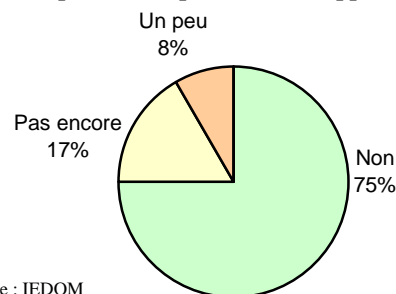
<b>Caractéristiques échantillon</b>	
Nombre de réponses	<b>12</b>
Chiffre d'affaires effectifs	<b>171 M€</b>
	<b>1 128</b>

### Impact sur le niveau d'activité (nbre d'entreprises)



Source : IEDOM

### Impact sur le plan de développement



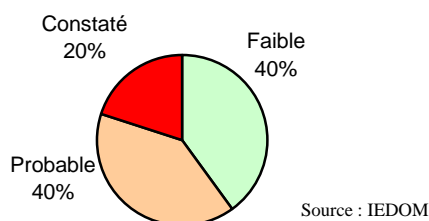
Source : IEDOM

## 6. Autres industries : activité fragilisée, dépendante de l'évolution des secteurs liés

Pour 20 % des entreprises ayant répondu, une diminution de l'activité de 10 % à 15 % a déjà été constatée par rapport à la même période de l'année 2005 et devrait se traduire par une baisse de C.A. limitée à 5 % sur l'année entière. Pour 40 % des répondants, le ralentissement n'est pas encore visible, mais une baisse de 5 % à 20 % est anticipée pour l'année entière. Les autres (40 %) considèrent que l'épidémie aura peu d'impact sur leur niveau d'activité. Dans ce contexte, aucun recours au chômage technique n'est envisagé. Selon les cas, entre 3 % et 37 % des effectifs ont été touchés et 359 jours d'arrêt de travail ont été comptabilisés pour un échantillon qui compte 370 personnes. Dans 60 % des cas, l'absentéisme perturbe le fonctionnement de l'entreprise, sans le paralyser. Pour les autres (40 %), les perturbations n'ont pas de conséquences significatives. Les relations avec les fournisseurs sont quasi normales pour 60 % des répondants, perturbées sans gêner la structure pour 20 % d'entre eux et génèrent des dysfonctionnements pour les 20 % restant. Le recours obligé aux services externes concerne 30 % des situations. Si personne n'estime devoir radicalement changer son plan de développement, 20 % des entreprises doivent le réajuster, 30 % devront le faire si la durée de la crise dépasse 30 à 60 jours et 50 % considèrent que leurs perspectives ne seront pas remises en cause.

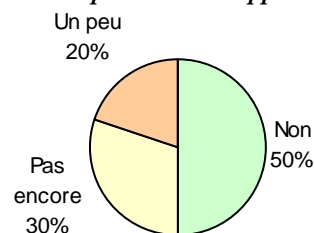
<b>Caractéristiques échantillon</b>	
Nombre de réponses	<b>10</b>
Chiffre d'affaires effectifs	<b>48 M€</b>
	<b>370</b>

### Impact sur le niveau d'activité (nbre d'entreprises)



Source : IEDOM

### Impact sur le plan de développement



Source : IEDOM